

# Echanges avec les acteurs économiques et des représentants de la filière agroalimentaire de l'île de la Réunion.

Emmanuel MACRON

Merci infiniment de nous accueillir dans cette entreprise, merci à vous et à madame la directrice générale et bravo vraiment pour les investissements qui sont faits et à toutes les équipes. Donc vraiment, merci beaucoup. Et je tiens à vous remercier toutes et tous d'être à nos côtés. Avec les ministres, on est heureux de pouvoir avoir ce temps d'échange.

Il y a au fond ici beaucoup d'acteurs réunionnais de la vie économique. Et je veux dire que c'est un territoire qui est remarquable par son dynamisme dans toutes les filières, de la tech à l'agriculture, l'agroalimentaire, en passant par aussi des secteurs industriels et bâtiments. Et on a aussi des entrepreneuses et entrepreneurs, investisseurs, et je les en remercie, qui sont là et qui travaillent souvent dans la région et qui sont prêts à faire davantage. L'idée, c'était aussi de pouvoir faire échanger les uns avec les autres. C'est plusieurs grands investisseurs qui sont eux-mêmes dans la région en ayant commencé depuis le territoire réunionnais.

Donc ce que je voudrais qu'on essaie de bâtir, c'est d'abord un constat très lucide, rapide sur ce qui va et ce qui ne va pas, mais surtout qu'ensemble, on essaie de voir comment on peut améliorer les choses sur la création d'emplois, la consolidation de certaines filières et le développement d'investissements supplémentaires sur le territoire de La Réunion. Après, on ira à Madagascar, on a une tournée régionale et on sera à la COI demain et après-demain. Notre objectif, c'est de faire beaucoup plus avec tous les acteurs de la région, de le faire aussi avec nos instruments que sont l'AFD et d'autres, mais on veut qu'il y ait des retombées ici.

Je ne serai pas plus long. Merci infiniment d'être là. Et l'objectif, c'est maintenant qu'ensemble, avec les ministres et vous, nous puissions avancer. Et je remercie notre SGAR d'avoir préparé tout ça aux côtés du préfet et de piloter ces travaux.

[Prise de parole des autres intervenants]

Emmanuel MACRON

Alors, d'abord merci infiniment, Madame la secrétaire générale, pour ce débat, et merci à chacune et chacun d'entre vous de l'avoir éclairé, surtout d'avoir témoigné de vos engagements. Je vais essayer de récapituler ce qu'on s'est dit et puis, de, ce faisant, dessiner ce qui peut être une stratégie d'ensemble pour les années à venir sur le plan économique.

D'abord parce qu'on part d'une situation, vous l'avez tous très bien dit, ça a été très bien caractérisé par l'INSEE, qui est quand même — on l'évoquait avec le ministre d'État — une situation assez atypique Outre-mer. C'est-à-dire qu'on a à La Réunion une économie qui est forte, vraiment dynamique, qui a su créer de la richesse, vous avez très bien donné les chiffres d'augmentation de l'emploi durant les 25 dernières années, de dynamique économique, de création aussi de valeur, parce qu'on a des vrais succès dans la tech et autres. Et quand on regarde le modèle agricole, on voyait ce matin avec Madame la ministre également, c'est à coup sûr le territoire ultramarin qui s'est le plus diversifié et qui a le plus été vers l'autonomie alimentaire. Donc, on peut vraiment dire qu'il y a un trésor qui est un succès réunionnais, qui s'est construit sur un tempérament entrepreneurial, sur une capacité dans différents domaines à développer un entrepreneuriat, à sortir plus tôt que d'autres de l'informel, à structurer des filières. C'est assez impressionnant dans beaucoup de domaines, et commencer à diversifier, et à travers plusieurs entrepreneurs et entrepreneuses que vous êtes, à s'inscrire dans un espace régional. Donc ça, c'est l'acquis.

Il y a ensuite des éléments de fragilité. J'en vois trois. Premier, c'est le multi-crise. Et ça, c'est une caractéristique, en fait, qui sera de plus en plus celle de nos territoires, qui est à coup sûr, et ce qui sont en avance de face, celle de nos territoires ultramarins. Et c'est un peu d'ailleurs le dilemme constamment dans lequel on est, parce que je vous entendais les uns et les autres nous demander de la simplicité, mais la complexité née de l'accumulation des dispositifs qui vont après chaque crise. Depuis que je suis Président, je n'ai pas eu une année sans crise sur le territoire ultramarin, et même ici. Pas une. Et à chaque fois, on crée des dispositifs avec les meilleures intentions du monde pour y faire face. Et donc, en fait, le dispositif le plus simple, c'est celui qui n'accompagne pas, parce qu'il est en évidence de droit commun. Et personne n'a envie de ça. Donc, je le dis juste pour qu'on en ait conscience, ça veut dire qu'il faut qu'on gagne en plasticité, en flexibilité, qu'on garde, si je puis dire, des instruments, mais à coup sûr, qu'on les déconcentre, qu'on les flexibilise, pour qu'on puisse répondre beaucoup plus vite. Et là, je veux remercier le ministre qui s'est déplacé très vite après Garance, et puis ce matin avec la ministre de Travail qu'on a fait tous les trois sur la partie agricole, et remercier notre ministre de la Santé qui est là aussi et qui a bougé beaucoup de choses. On a besoin de flexibilité. Premier élément de fragilité, multi-crisis. Elles sont plus dures, elles sont plus fortes, il y en a plus.

Deuxième élément de fragilité, la démographie. Ça a été très bien dit. Et ça, il faut le prendre en compte, ce qui veut dire que l'ouverture vers le sous-continent est clé. L'ouverture dans la région est clé parce que le potentiel de développement aussi. Vous avez eu des années de croissance très fortes. Vous avez créé beaucoup plus d'emplois qu'on comparait avec le territoire national, mais parce qu'il y avait une pression démographique. Au moment où on commence à vieillir, il faut encore plus renforcer l'inscription dans l'espace régional, parce que c'est là que vous avez les potentiels de croissance aussi. Et c'est vital. Et c'est toutes les difficultés qu'on a aujourd'hui, par exemple, avec nos Antilles, qui ont passé le cap du vieillissement, qui, aujourd'hui, sont dans des situations très complexes à raison de cette démographie. Donc ça, c'est un point clé.

Troisièmement, on a, il faut bien le dire, des points de fragilité qui sont la formation des jeunes et le capital. J'essaie de regarder le moment du développement. Il y a quand même un paradoxe. C'est vrai que c'est le niveau de pauvreté qu'on continue d'avoir, et c'est le taux d'insertion qu'on a bougé. Le ministre a annoncé des choses importantes.

On va ce soir confirmer qu'on a encore amélioré le dispositif des fameux PEC, et qui sont très importants pour accompagner en particulier les plus jeunes, pour nos collectivités locales, et en particulier, on l'a vu tout à l'heure, pour accompagner les actions de santé ou les actions à l'école. Mais on ne peut pas collectivement et lucidement se dire que c'est un dispositif dont on est totalement content quand on insère, je crois, 20, 22 % des jeunes qu'on y met. Et ça, c'est un défi qui est posé à tout le monde entrepreneurial en même temps qu'aux pouvoirs publics.

Ça veut dire qu'on utilise de l'argent public pour des contrats qui sont supposés être qualifiants et emmenés vers de l'emploi marchand. Et ça veut dire qu'on emmène à peine plus d'un jeune sur cinq vers ces emplois marchands dans le territoire ultramarin le plus dynamique. Donc, on rate quelque chose. Ça veut dire que, comme vous avez besoin de ressources, on doit beaucoup mieux travailler l'orientation dès le collège, sans doute nos cartes de formation au niveau de notre lycée pro, ensuite, tout le travail qui est fait par France Travail, mais qu'on doit réussir à reprendre ce dispositif pour en améliorer les débouchés. Et ceci, c'est la clef si on veut réussir tout ce qu'on s'est dit.

Donc, on a un sujet formation des jeunes, on a un sujet pauvreté qui est un peu paradoxal, compte tenu de son importance sur ce territoire par rapport à la dynamique entrepreneuriale qu'est la vôtre.

L'autre sujet, c'est le manque de capital pour passer certaines étapes - croissance et internationalisation, et c'est tout le cœur de ce qu'on est en train de faire. Et ce qu'on avait lancé ensemble en 2019 avec *Choose* à La Réunion, qui est de se dire, on a ici un formidable *hub* de développement. Donc, fort de ce constat, qu'est-ce qu'on peut faire pour améliorer les choses ?

D'abord, on vous a entendu sur la commande publique avec des limites qu'il faut avoir en tête. La fiscalité des collectivités territoriales est difficile. On a aujourd'hui des éléments qui existent. Donc, je pense qu'il faudrait qu'on essaie de se concentrer déjà sur la partie, en effet, BTP, où là, on peut essayer de regarder ce qu'on peut faire sur des amortissements accélérés, peut-être des mécanismes de trésorerie qui permettraient de relancer, si on en a suffisamment dans les tuyaux, des projets qui peuvent sortir. Et donc, on vous a entendu, donc on va mener ce travail sous l'autorité du Préfet. Le ministre d'Outre-mer va superviser cela. Mais je pense que là, on peut bouger les choses.

Ensuite, sur la spécialisation sectorielle. J'ai beaucoup aimé vos contributions. Et moi, j'en retiens au fond qu'on a des points forts et des points sur lesquels on peut beaucoup développer ; l'agriculture et l'agroalimentaire. On en a parlé ce matin. Je ne veux pas y revenir, ça va être trop long. Mais on a un défi qui est de sécuriser l'amont face aux crises dans certains domaines. Et on a un grand défi qui est de continuer à créer de la valeur. On est ici dans un formidable exemple de ce qui peut être fait. Félicitations à Royal Bourbon et à tout ce qui est fait depuis maintenant quatre décennies. Mais ça veut dire réussir à transformer, créer de la valeur et se déployer. Mais l'agroalimentaire, à coup sûr, c'est un levier. On a toute la connectivité, c'est-à-dire la capacité à être nous-mêmes des producteurs de solutions, de mobilité dans la région. Et donc, on connaît les difficultés, on accompagne certaines compagnies aériennes, mais du transport maritime au transport aérien, mais à l'accompagnement aussi des solutions industrielles, il y a un levier parce qu'il y a un besoin.

Troisième élément, et après, je dirai, il y a les trois grandes révolutions du moment, la sécurité, le digital, le climat, et vous êtes au cœur des trois. Et ça, c'est un potentiel de croissance. Je commence par celui qu'on n'a pas évoqué, c'est la sécurité.

Vous êtes au cœur d'une des régions qui va être les plus contestées. On y croit, j'ai lancé ici la stratégie Indopacifique de la France en 2018. On a 1 600 militaires. Avec la LPM, on les passe déjà à 1 800. On fait +15 % de présence, mais on va aussi déployer des patrouilleurs et des mécanismes dans tous les sens. C'est-à-dire on investit massivement. Pourquoi ? Parce qu'on est sur des territoires qui sont et qui vont être de plus en plus contestés. Qu'on parle de pêche illicite, qu'on parle d'ingérence territoriale, qu'on parle de déstabilisation. Vous ne pouvez pas avoir autant de ressources, l'hydrocarbure à quelques dizaines de kilomètres d'ici, autant d'axes maritimes et que rien ne se passe. Et donc ça, c'est un investissement régalien, mais c'est un formidable levier entrepreneurial. Et je le dis à tous les industriels qui veulent, qui sont intéressés par La Réunion ou tous ceux qui y sont, nous devons structurer des filières en matière de défense parce qu'il y a un potentiel et parce qu'on a du partenariat régional.

Quand on équipe nos partenaires dans la région, et ce que je vous dis est vrai, du Mozambique, mais aussi à Madagascar, on a des solutions de sécurité qui sont demandées par Maurice et d'autres, on doit être des fournisseurs de ces solutions sur le plan industriel aussi, et pas que sur le plan régalien. Donc la révolution de la sécurité et de la défense, c'est un axe pour l'Océan Indien, et la France doit y participer.

Le deuxième, vous l'avez très bien détaillé, c'est le climat. Et du bâti tropical à la mobilité propre, à l'économie circulaire régionale, il y a des filières qui sont en train de se structurer, sur lesquelles on doit accélérer, qui ont un potentiel. Potentiel d'investissement, c'est le choix fait par Meridiam, et je l'en remercie. Potentiel de création de richesses et de solutions françaises avec POMA et d'autres. Et donc des entreprises nationales, des entreprises régionales, mais il faut y aller à plein. Et là, la clé - je demande vraiment qu'on ait ce travail très étroit qui soit fait dans la région, en particulier avec l'AFD et Proparco - c'est de développer des solutions et un marché qui soit à l'échelle de la sous-région et que, donc, on définisse des standards, là aussi, sur le bâti résilient, sur les mobilités, et qu'on emmène nos entreprises partout dans la région.

Quand on va aider les entreprises à faire de la mobilité propre à Madagascar ou ailleurs, j'ai envie d'emmener des artisans de La Réunion, j'ai envie d'emmener des PME, des ETI, peut-être parfois en partenariat, d'ailleurs, avec des entreprises de l'Hexagone, pour qu'on soit innovants et véloces, mais qu'on ait une offre groupée, et vous l'avez parfaitement illustré. Et donc, sur toute l'adaptation et l'atténuation, comment on émet moins, et comment on adapte aussi nos modes de déplacement parce qu'on doit faire face à cette multicroise.

Là, on a un potentiel et je souhaite qu'on consolide l'offre avec nos investissements et nos instruments, caisse des dépôts, réseau bancaire. La BRED est là, je le remercie, je sais qu'elle accompagne, mais également Proparco, le groupe AFD. Et c'est exactement la même chose qu'on a sur le nexus, si je puis dire, agroalimentaire, climat. C'est ce qu'on fait avec le CIRAD, l'IRD et autres et là aussi à l'échelle de la région.

Et puis le dernier point, c'est la révolution digitale, vous en êtes un parfait exemple. Et c'est pour ça qu'on veut continuer de vous accompagner et accompagner tous ceux qui ont cette soif d'ambition. Oui aux câbles. Et ce qui a été fait ces dernières années, c'est une révolution. On en a d'autres, on a certains de vos partenaires qui sont prêts à faire des câbles jusqu'à Durban et qui sont justement dans la perspective de cette connectivité de l'océan Indien. Et donc là, c'est un partenariat franco-malgache. On a un formidable entrepreneur réunionnais qui veut se développer dans la région. Et donc, datacenter, câbles, infrastructures numériques, on a un potentiel. Et je le dis ici avec beaucoup de force, sur les datacenters, on a une stratégie nationale.

Je souhaite que La Réunion soit pleinement dedans, elle s'y intègre. Et je pense qu'on a un énorme avantage, c'est qu'il y a le savoir-faire, c'est qu'il y a la sécurité juridique et c'est qu'il y a le poids géopolitique. Et ne vous trompez pas, les datacenters, ce seront des éléments de souveraineté et de contestation. Aller chercher un datacenter, s'il est sur le sol français avec ce qu'elle représente, ce n'est pas la même chose qu'aller chercher un datacenter dans un pays de la région qui, certes, aura une vocation régionale, mais peut-être pas les mêmes capacités de défense. Et donc ça, on doit réussir à le factoriser, parce que ce que j'évoquais sur la défense et la sécurité, c'est un argument, c'est une marque de fabrique. Et donc, vous le voyez, sur chacun de ces secteurs, je crois qu'on a un potentiel de croissance sur lequel je veux qu'on vraiment structure notre offre et qu'on puisse aller de l'avant.

Je terminerai sur le dernier point, qu'est-ce qu'on doit faire pour aller plus loin. Vous avez évoqué, il y a évidemment tous les services à l'export qui existent. Merci aux conseillers du commerce, mais là, on a un vrai sujet interne-externe, si je puis dire. C'est vraiment être sûr que Business France travaille très étroitement avec le département, la région, les services de la préfecture, les conseillers du commerce extérieur et nos instruments, Proparco, AFD et autres. Et ça, on continue, on améliore. On a les talents et on a l'un des meilleurs instruments de formation. On a une très bonne université et on est très concurrents dans la région. Je demande juste qu'on aille chercher les jeunes qui sont les plus loin de l'emploi. C'est notre défi pour collectivement réussir. Troisième point, on va continuer d'attirer le capital. Mais là, ce qui est en train de se passer, si on arrive à mettre les bons secteurs, on doit faire venir plus de capital sur La Réunion, et on a cette capacité, et c'est pour ça qu'on va mobiliser, et c'est du capital privé qu'il faut aller chercher. Et si on montre qu'on a la sécurité juridique qui va avec la France, qu'on a les compétences, et elles sont là, et qu'on va continuer à les développer, qu'on a l'énergie entrepreneuriale, les rendements que nous avons ici sont bons. Et donc là, maintenant, on a vraiment à poursuivre ce travail.

C'est pour ça que je veux qu'on fasse une prochaine édition de *Choose* La Réunion. C'est d'attirer du capital de la région, du Golfe, de l'Europe, parce qu'il peut, dans la région, se développer avec un niveau de risque qui est tout à fait pilotable et qui va permettre de fertiliser tout ça. Mais il faut plus de capital pour réussir à embarquer à l'export. Et puis, le dernier point, quand on a des talents, le service à l'export, le capital, c'est d'avoir le bon marché. Et c'est l'un d'entre vous qui l'a très bien dit.

Vous avez un marché sécurisé qui était le marché qui vous a permis cette aventure qu'a décrit le directeur de l'INSEE ici durant ces dernières décennies. Si on veut passer à l'échelle, il ne faut plus raisonner à 900 000, il faut raisonner à 80-100 millions. Et c'est ce marché là qu'il faut aller conquérir. Et donc si le marché domestique d'une entreprise réunionnaise, parce qu'on aura fait la bonne intégration, c'est le marché au moins de la COI, même plus largement, en fait, Afrique de l'Est, tout océan Indien, avec des relais qui vont jusqu'à l'Inde sur certaines filières, et la connectivité, c'est exactement ce qu'on est en train de faire, on change de monde. Et là, on a une capacité, justement, parce que tout ça est un circuit très positif, on a une capacité à aller chercher des financements et aller de l'avant. J'ai conscience que je dis tout ça dans un moment, justement, de crise, mais je pense que c'est très important, dans ces crises-là, de tout de suite se reprojeter sur après. Pour y faire face, nous, ce qu'on veut faire, c'est donner de la visibilité avec les instruments. On a des contrats qui sont là, quand même, pour donner de la pluri-annualité.

Je vous ai entendus, ne vous inquiétez pas. Et je crois que l'analyse qui a été faite, et par votre préfet de région, et par le ministre d'État, ministre des Outre-mer, c'est que, compte tenu quand même de la dureté de l'événement climatique sur l'Est, la demande d'améliorer les dispositifs était légitime. Alors, on a déjà une zone franche à l'échelle de tout le territoire qui existe et qui est d'ailleurs un intérêt, la zone franche d'activité de nouvelle génération. Et donc ce qu'on va faire, c'est que là, tout ça va être précisé dans les prochains jours, prochaines semaines, et sous l'autorité du préfet instruit, mais on va mettre en place pour le territoire de la CIREST, une révision du dispositif de cette zone franche pour porter le taux d'exonération fiscale sans condition à 80 % au lieu de 50 % et majorer le crédit d'impôt pour les investissements productifs pendant, justement, les années qui viennent et sur l'ensemble du territoire de la CIREST pour permettre d'avoir de la visibilité sur, justement, le crédit d'impôt pour les investissements productifs et permettre aux entreprises qui, tout de suite, sont prêtes à y aller et qui sont prêtes à investir les différentes communes de la CIREST, eh bien, d'aller de l'avant et de pouvoir accélérer. Ça, c'est un mécanisme de relance accélérée, comme on a fait le plan de relance qui me semble proportionné et qui, au fond, peut avoir un retour sur investissement parce que ce sont des opportunités nouvelles qu'on crée. Et donc je considère que c'est bon pour tout cela.

Mais au-delà de tous ces sujets de court terme qui sont très importants, évidemment, de la mobilisation de vos ministres et du préfet, je voulais aussi vous donner des perspectives d'avenir. Et moi, je compte sur vous pour qu'on structure ces quelques priorités sectorielles et ces pistes pour avancer, mais qu'on raisonne aussi, pour passer à l'échelle sur le sujet de la formation, de l'accès aux capitaux et du financement et de la construction d'un vrai marché intégré à l'échelle de l'océan Indien. Je ne serai pas plus long, mais vous l'avez compris, on a été à vos côtés pour définir le début d'une stratégie Indopacifique.

On a été à vos côtés pendant les crises sanitaires et les difficultés. On est évidemment à vos côtés au moment du poste et à Reims, mais je veux qu'on soit aussi là pour donner une ambition nouvelle et très forte à La Réunion, parce que je crois que je veux finir le propos comme on l'a commencé, C'est une formidable aventure économique et entrepreneuriale des décennies passées, mais on doit bâtir un nouveau tournant et, au fond, lui donner une ambition régionale si on veut bâtir les décennies de croissance à venir. Merci beaucoup.